

Suisse romande : perspectives mitigées

Autor(en): **Polonovski Vauclair, Brigitte / Ruchti, Nicole**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **79 (1991)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-279752>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Suisse romande : perspectives mitigées

Enquête dans les partis romands: y a pas le feu...

Neuchât'elles à Berne?

Elles sont six, les candidates à prendre le départ pour la course au Conseil national. Même si leur nombre est plus grand qu'en

1987 – elles étaient quatre – elles devront faire preuve de beaucoup d'optimisme pour imaginer siéger sous la coupole.

Des cinq partis engagés dans la lutte pour la Chambre basse, seul le Parti radical

Une liste femmes? Non merci!

Jeanne Philippin, candidate du Parti socialiste neuchâtelois, explique les raisons de son opposition.

«La collaboration hommes-femmes doit se faire dans une entente harmonieuse; c'est indispensable pour aboutir à la concrétisation du droit de l'égalité et au changement des mentalités. Il faut réfléchir ensemble et agir ensemble dans un combat politique qui est le même. La présentation de deux listes est en contradiction avec l'attitude et les actions passées et présentes du PSN. D'ailleurs, l'absence d'une section de «femmes socialistes» est un fait significatif... En partant en campagne avec deux listes, nous pouvions aussi susciter l'impression d'une divergence au sein du parti et entamer peut-être sa crédibilité; le (petit) canton de Neuchâtel ne possédant que cinq sièges, notre position est différente de celle des grands cantons comme Zurich ou Berne.

»La consultation faite parmi les femmes du parti a démontré que cette solution ne plaisait qu'à un quart des répondantes. Mais le souhait exprimé par 90% d'entre elles d'avoir au moins deux femmes sur la liste a pu être comblé. D'autre part, les camarades féminines ont estimé qu'il n'y avait pas de discrimination au sein du parti, que l'ouverture est là, mais qu'il reste de grands efforts à faire pour une émergence des femmes en politique. Elles constatent en général un progrès, confirmé par la présence accrue des femmes dans les Conseils généraux et craignent qu'une liste séparée provoque un clivage, une marginalisation et par là un recul des femmes.»

(Propos recueillis par Irène Brossard)



Une femme représente-t-elle toutes les femmes ?

n'a pas pu trouver de candidature féminine, «et pourtant ce n'est pas faute d'avoir cherché» avoue-t-il, «il y a dans notre parti des femmes capables, mais elles refusent pour diverses raisons»...

On trouve deux femmes chez les socialistes – dont la section neuchâteloise proposait d'établir une liste féminine (voir encadré), deux femmes appartenant au Parti ouvrier populaire, une chez les libéraux et une candidate représentant la nouvelle formation entrée en scène cette année, Ecologie et Liberté.

Au nom de l'égalité, aucun parti n'envisage de promouvoir particulièrement les candidates...

Ne pas chambouler la présentation en vigueur jusqu'à ce jour semble être le mot d'ordre implicite.

L'élection pour le Conseil des Etats ne suscite pas non plus l'engouement des femmes, et ce n'est pas la perte du siège socialiste, que l'on a imputée à Heidi Denys (malgré les services rendus...), qui incitera les femmes à entrer dans ce combat-là.

Vaud: pas de quoi agiter la Venoge...

Le siège vacant de Françoise Pitteloud sera-t-il occupé par une femme? Rien n'est moins sûr. Toutefois, le Parti socialiste estime avoir atteint son objectif minimum en présentant cinq femmes. Laurent Baillif, secrétaire cantonal, précise qu'une majorité de militantes-candidates n'ont pas souhaité figurer en tête de liste, estimant ce mode de faire condescendant. «Ce qui ne nous a pas empêchés, en 87, de déléguer à Berne une représentation mixte», précise Laurent Baillif!

A gauche encore, le POP a souhaité réaliser l'égalité en donnant toutefois un coup de pouce aux femmes puisqu'elles sont neuf à figurer sur la liste... «Toutes des fichées» nous a-t-on dit...

Les écologistes n'ont pas réussi l'équilibre qu'ils désiraient, «seulement» sept femmes sont en lice. Mesures préférentielles: une alternance de présentation entre femmes et hommes.

A droite, ni le PDC avec trois candidates, ni l'UDC présentant quatre femmes, ni le PL avec cinq candidates n'ont pris de mesures préférentielles au niveau des élections. Argument presque identique dans le sens, différent dans les mots, «les candidates partisans de l'égalité hommes/femmes ne peuvent concevoir des mesures violentant ce principe». Un avis que partage la radicale Christiane Langenberg.

Toutefois, son parti «privilégiera» quelque peu ses deux candidates en les plaçant immédiatement après les sortants. Quant au combat pour le Conseil des Etats, il se résume à l'affrontement direct entre la socialiste Yvette Jaggi et le tandem libéro-radical Hubert Reymond et Jacques Martin.

Sur les chemins valaisans

Depuis cinq ans, le PDC possède en son sein un groupement féminin emmené par Monique Paccolat. La campagne de soutien aux candidates (du parti) se fera sous forme de lettres personnelles par un réseau que les femmes organiseront elles-mêmes. Les

instances du parti quant à elles n'ont rien prévu. Le «groupe femmes» créé depuis peu chez les socialistes envisage une campagne spécifique en faveur des candidates. Pour ce qui est des libéraux et des écologistes, aucun coup de pouce aux femmes n'est prévu. Même les radicaux dont la candidate sortante, Rose-Marie Antille, paraît menacée par un camarade de parti, Bernard Comby, ardent défenseur de la cause féminine... n'ont donné signe de soutien aux femmes. Et bien que tous les partis présentent des candidates, aucun siège n'est vacant... Il s'agira pour certaines candidates de pédaler derrière un leader pratiquement assuré d'être élu.

Fribourg : vive les femmes

Les six sièges fribourgeois à repourvoir au Conseil national ont donné des idées et des envies au PS, qui se lance dans la course avec une liste séparée de cinq candidates et cinq candidats. Un souhait émis le 23 juin, lors du congrès de Remaufens, par 87 voix contre 6. Emmenée par la députée Evelyne Krauskopf, dont on dit le plus grand bien, la liste «femmes» a été constituée pour relever un défi important : reconquérir le second siège perdu en 1983, mais aussi «permettre aux femmes d'assurer pleinement leurs responsabilités» (PS dixit).

En perte de vitesse constante, le PCS frappe un grand coup en présentant deux femmes. L'une d'elles, Madeleine Duc, pourrait voir ses chances de siéger à Berne se concrétiser s'il devait y avoir un apparentement avec la gauche et les Verts.

Le PDC parie à nouveau sur les chances de la sortante, Elisabeth Déglise, dont la réélection ne paraît pas aller de soi. Son premier mandat à Berne en laisse certaines bien perplexes...

Le PRD compte recueillir les voix des femmes et des jeunes en présentant une ingénieure de 30 ans, Marie-Claude Pasquier, première des «viennent-ensuite» à l'élection au Grand Conseil.

De toute façon, la fin de l'été sera déterminante pour les candidates au Conseil national. C'est en effet à ce moment que seront connues les alliances offrant une chance éventuelle à une Fribourgeoise de s'asseoir à Berne.

Jura : tous égaux, surtout certains

Souvent cité pour son anticonformisme, le canton du Jura ne fera pas la part belle aux femmes lors de la prochaine élection aux Chambres. Le combat qui se déroulera dans la république se cristallisera entre la droite, détentrice des deux sièges, et la gauche, exclue du Législatif fédéral depuis 1987, quand Valentine Friedli renonça à un nouveau mandat...

Et même si le PDC revendique la parité pour les deux Chambres en proposant chaque fois un homme et une femme, c'est tout de même le candidat sortant qui vient en tête de liste...

Quant au Parti libéral radical – deuxième force politique du Jura – il semble très à l'aise pour répondre à la question de l'absence de femmes sur les listes, «nous aimerions bien, mais nous n'en avons pas trouvé»... Et Pierre Etique, conseiller national sortant, d'ajouter, «cet état de choses est très décevant quand on s'occupe, comme moi, du recrutement. N'y voyez surtout pas d'antiféminisme de la part de mon parti; mais il ne faut pas non plus que la présence des femmes sur une liste devienne une obsession»...

A gauche, la volonté de récupérer le siège perdu et la réunification ont motivé le PSJ à présenter «des gros calibres» pour le Conseil national, le mot «calibre» ne s'appliquant évidemment qu'à des hommes. Relevons toutefois que pour la course aux Etats c'est la plus jeune députée au parlement, Corinne Juillerat, qui accompagnera le maire delémontain Jacques Stadelmann. Elle est une candidate «qui en veut», mais à côté du charisme de son colistier, il est fort à parier qu'elle devra attendre son tour.

Genève : retombées de la grève

Le syndrome «14 juin» a eu quelques retombées à Genève, où les listes ont été votées par les délégués à cette période: le Parti du travail et le Parti radical présentent chacun dix candidats, cinq hommes et cinq femmes, placés alternativement sur les listes avec cependant un homme en tête. Le Parti écologiste affiche quatre hommes et quatre femmes, mais le candidat sortant n'est que deuxième sur la liste, c'est une candidate qui fait la tête, poussée par les siens.

Les libéraux n'ont trouvé qu'une femme et quatre hommes dont trois sortants, les chances féminines apparaissent nulles. Le Parti démocrate-chrétien propose deux listes de cinq, cinq «jeunes» dont une candidate et cinq «vieux» dont deux candidates. Là aussi, les deux sortants restent favoris. Quant au Parti socialiste, il soumet à l'électeur deux listes, six femmes sur l'une et sept hommes sur l'autre. Officiellement, cette proposition devrait permettre au parti de placer une femme au Conseil national et peut-être aussi de garder les hommes sortants en gagnant un siège de plus.

Deux partis s'affichent donc comme favorables à l'élection d'une femme, le PS et le PEG, et on peut aussi noter que le Parti radical pour la première fois présente autant de femmes que d'hommes et placés alternativement sur la liste; si les électeurs de ce parti ne sont pas trop misogynes (ce que certaines voix glissent dans l'oreille), une femme pourrait aussi passer... on peut toujours rêver.

Bureaux de l'égalité: prudence de mise

A Genève, la déléguée Marianne Frischknecht est candidate et cela semble avoir paralysé un engagement que l'on est pourtant en droit d'attendre, («ce serait jeter de l'huile sur le feu») d'un organisme créé justement pour rétablir un équilibre ou tout au moins s'investir dans une tentative. La hiérarchie a, paraît-il, été formelle et «un service de l'Etat n'a pas à donner des consignes de vote pour des élections fédérales, ne peut pas s'engager sur le plan politique».

Françoise Pache, la déléguée vaudoise, ne considère pas la tâche de soutenir les candidates comme une priorité de son mandat tout neuf, mais la sous-représentation des femmes en politique «mérite que l'on s'en occupe»...

Au pays des treize étoiles, le Bureau à l'égalité n'est pas encore né, c'est la commission féminine qui a sollicité une manne gouvernementale pour agir en faveur de la promotion des candidates. Le souhait pour cette campagne est clair, envisager un programme commun auquel les candidates de tout bord puissent se rallier.

Le Bureau du Jura, doyen avec plus de dix ans d'existence, s'est toujours investi, mais après analyse de la situation et des candidats en présence, il a décidé de ne pas se mobiliser «autre mesure» en regard des chances réelles puisque les candidats sortants se représentent...

«Nous concentrons nos efforts sur les élections communales de 1992» nous a précisé Fabienne Gigandet.

A Neuchâtel, c'est la première fois que les élections ont lieu depuis la naissance du Bureau de l'égalité et de la famille, une certaine «discretion» lui a été demandée; on veut avant tout éviter des remous...

Comme le précise Marlène Micheloni, «nous soutiendrons toutes les initiatives entreprises en faveur des femmes, et nous diffuserons à toutes les associations féminines la brochure éditée, pour la circonstance, par le Bureau fédéral pour l'égalité».

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il reste deux mois avant les élections, donc tout cela pourrait encore évoluer... avec bonne volonté et imagination.

Quant au Conseil des Etats, à l'heure où nous mettons sous presse la droite présente deux messieurs, un radical et un libéral, et la gauche un socialiste. Il avait été question d'une candidate communiste, mais pour l'instant c'est au point mort.

**Brigitte Polonovski Vauclair
et Nicole Ruchti**

(Collaboration: Irène Brossard, Béatrice Berset Geinoz, Cilette Cretton)